

**Remplacement de fauteuils
Du Cinéma l'Odyssée à Fos sur mer**

MAPA

MARCHE DE SERVICE

**Consultation passée en procédure adaptée en application des dispositions de l'article 1^{er}
de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique**

Cahier des Clauses Particulières

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ – DESCRIPTIF DE LA PRESTATION	4
1.2 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	8
1.3 - MAÎTRISE D'ŒUVRE	8
1.4 - CONTRÔLE TECHNIQUE	8
1.5 - COORDINATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ	8
1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	8
1.7 - TRAVAUX INTÉRESSANT LA DÉFENSE	8
<u>ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</u>	9
2.1 - PIÈCES PARTICULIÈRES	9
2.2 - PIÈCES GÉNÉRALES	9
<u>ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATIONS DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES</u>	10
3.1 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS	10
3.2 - TRANCHES CONDITIONNELLES	10
3.3 - RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES	10
3.4 - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES	10
3.5 - VARIATION DANS LES PRIX	11
3.6 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	11
<u>ARTICLE 4 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES</u>	12
4.1 - DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	12
4.2 - PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	12
4.3 - PÉNALITÉS POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE	12
4.4 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	12
<u>ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ</u>	12
5.1 - GARANTIE FINANCIÈRE	13
5.2 – AVANCES	13
<u>ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS</u>	13
6.1 - PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	13
6.2 - CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	14
6.3 - PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	14
<u>ARTICLE 7 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX</u>	14
7.1 - PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	14
7.2 - PLANS D'EXÉCUTION - NOTES DE CALCUL - ÉTUDES DE DÉTAIL	15
7.3 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	15
7.4 - ORGANISATION, SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES CHANTIERS	15

7.5 - TRAVAUX NON PRÉVUS	15
<u>ARTICLE 8 : CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX</u>	16
8.1 - ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	16
8.2 – RÉCEPTION	16
8.3 - PRISE DE POSSESSION ANTICIPÉE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	16
8.4 - MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	16
8.5 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS RÉCEPTION	16
8.6 - DÉLAIS DE GARANTIE	17
8.7 - GARANTIES PARTICULIÈRES	17
8.8 – ASSURANCES	17
8.9 - RÉSILIATION DU MARCHÉ	17
<u>ARTICLE 9 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</u>	17
9.1 - PORTÉE DES DÉROGATIONS	18
9.2 - DÉROGATION À L'ARTICLE 4 DU C.C.A.G. TRAVAUX	18
9.3 - AUTRES DÉROGATIONS APPLICABLES	18
9.4 - DOCUMENTATION DES DÉROGATIONS	18
9.5 - VALIDATION DES DÉROGATIONS	18

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché – Descriptif de la prestation

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent la réalisation d'un marché public relatif au remplacement des fauteuils et au renouvellement des revêtements de sol des salles de cinéma du complexe **Scènes et Cinés - L'Odyssée**, situé à Fos-sur-Mer.

Lieu d'exécution : Avenue René Cassin 13270 Fos sur mer

Le marché vise la fourniture, la pose et l'installation de 375 nouveaux fauteuils répartis dans les deux salles de projection du cinéma, soit 281 fauteuils pour la Salle 1 et 94 fauteuils pour la Salle 2.

Les travaux incluent également le remplacement des moquettes de sol et toutes prestations associées (dépose des éléments existants, évacuation des déchets, réfection du sol).

Contexte et justification

L'équipement actuel, en place depuis 1982, présente une usure notable avec des dommages structurels et des défauts d'esthétique : housses détériorées, coussins déformés, dossiers et accoudoirs endommagés, et structure vieillissante.

Ces dégradations altèrent non seulement l'esthétique de la salle mais posent également un risque pour la sécurité des spectateurs et font l'objet de plaintes fréquentes des usagers. Une modernisation de cet espace est essentielle pour répondre aux standards actuels et aux attentes du public en termes de confort et de sécurité.

Les exigences en matière de confort dans les salles de cinéma ont beaucoup évolué. Les sièges modernes offrent des caractéristiques ergonomiques et un rembourrage optimisé, renforçant ainsi l'attractivité des établissements et l'expérience des spectateurs.

Ce projet vise donc à assurer le confort et la sécurité des spectateurs, ainsi qu'une amélioration de l'image et de l'attractivité du complexe, ce renouvellement est essentiel pour répondre aux normes de confort et de sécurité attendues par les usagers.

Objectifs du projet

Le projet de modernisation poursuit plusieurs objectifs :

- **Confort accru** : Installation de sièges ergonomiques et résistants, adaptés à un usage intensif.
- **Esthétique améliorée** : Mise à niveau visuelle de la salle.
- **Conformité et sécurité** : Les nouveaux fauteuils et revêtements doivent répondre aux exigences des normes ERP (Établissements Recevant du Public) et respecter les réglementations en vigueur sur l'accessibilité et la sécurité.

Prestations attendues

Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) définit les prestations attendues :

- **Dépose des fauteuils existants** : Retrait sécurisé, stockage provisoire et évacuation des fauteuils vers une décharge agréée.

- **Préparation du sol et pose de moquettes** : Dépose des moquettes existantes, préparation du sol avec enduit de réagréage, pose de moquette grand passage et de revêtement en PVC pour les zones sous fauteuils, installation de nez de marche antidérapants avec bande phosphorescente.
- **Installation des nouveaux fauteuils** : Fourniture et pose de nouveaux sièges avec un châssis en métal, une assise ergonomique en mousse haute densité, revêtus de tissus résistants à l'abrasion et facilement déhoussables.

Les candidats sont invités à fournir des détails techniques (voir article 1.1.6) concernant la conformité de leurs produits aux normes et critères de durabilité, et devront proposer un prototype de siège pour validation.

Critères d'évaluation des offres

Les offres seront évaluées selon les critères suivants :

- **Capacité d'accueil** : Nombre de fauteuils proposés en respect des contraintes de site et de la jauge minimale de 375 places
- **Conformité aux normes** : Respect des réglementations en vigueur en matière de sécurité des établissements recevant du public (ERP) et d'accessibilité.
- **Qualité et confort des équipements** : Pertinence des sièges proposés pour garantir confort et durabilité.
- **Pertinence du réaménagement du sol** : Qualité des matériaux et intégration harmonieuse des nouvelles moquettes dans l'espace de projection.

Les candidats devront justifier de la conformité de leurs propositions aux exigences techniques et sécuritaires mentionnées, en vue de garantir une rénovation qualitative et durable.

1.1.1 - Descriptif des fauteuils et du sol

Fauteuils :

- Fauteuils de cinéma confortables, avec assise fixe, conçus pour un usage intensif.
- Structure sur piètement latéral, fixée au sol par 4 points d'ancrage.
- Châssis métallique équipé de ressorts plats de type Nosag et mousse en polyuréthane injectée.
- Assise en mousse de polyuréthane moulée à froid, densité de $65 \text{ kg/m}^3 \pm 15\%$.
- Conception ergonomique avec appui lombaire et galbe du dossier pour soutenir les épaules et la tête.
- Hauteur depuis le sol : 100 cm.
- Accoudoirs en polyuréthane ou entièrement tapissés, sans porte-gobelets.
- Dossier protégé par un carter en polypropylène, avec option de carter en bois.
- Tissu résistant à l'abrasion ($\geq 50\,000$ cycles), déhoussable avec fermetures éclair pour faciliter l'entretien.
- Coloris des tissus à sélectionner à partir d'un nuancier fourni en phase d'exécution.
- Broderie pour le lettrage et la numérotation de chaque fauteuil.

- Système de remplacement simplifié de l'assise et du dossier sans démontage complet.

Sol :

- Retrait et évacuation des revêtements actuels vers une décharge agréée.
- Application d'un enduit de ragréage de type P3, avec primaire d'accrochage, pour environ 450m².
- Pose de moquette de grand passage (environ 200 m²) dans les zones de circulation et devant l'écran, de coloris uni.
- Sous les fauteuils : revêtement en PVC, avec arrêt d'angle en PVC en bordure de gradins (environ 60 m²).
- Fourniture et pose de nez de marche avec bande phosphorescente (environ 15 m dans les zones de circulation gradinées).

1.1.2 - Dimensions demandées :

- Hauteur d'assise : 450 mm.
- Entraxe des fauteuils : entre 550 et 600 mm.
- Hauteur du fauteuil : entre 1000 et 1130 mm.
- Profondeur d'installation (pas) : 115 mm.

1.1.3 – Modifications éventuelles de l'existant :

Les candidats peuvent proposer de légers réaménagements visant à optimiser le confort des spectateurs, tels que :

- L'ajout d'emplacements dédiés aux personnes à mobilité réduite (PMR), en conformité avec la réglementation d'accessibilité.

Les modifications proposées seront évaluées sur :

- L'amélioration du confort apporté.
- La conformité aux critères techniques (cf. 1.1.1 et 1.1.5).
- La faisabilité technique et la pertinence économique.

1.1.4 - Conformité aux normes :

Les équipements doivent répondre aux normes suivantes :

- Norme AM18 pour les fauteuils.
- Réglementations de sécurité ERP et d'accessibilité.
- Préconisations de la CST pour les installations audiovisuelles.

1.1.5 - Plans de réalisation :

Les offres doivent inclure :

- Un plan au 1/50ème avec cotes précises, incluant les circulations.
- Des variantes d'implantation accompagnées d'une notice d'intention expliquant les choix de design. Ces variantes doivent être présentées dans la proposition financière et l'acte d'engagement.

1.1.6 - Note technique autour du projet :

Les candidats fourniront un devis descriptif et un mémoire technique comprenant :

- Références de chantiers similaires.
- Mesures pour limiter les nuisances et garantir la sécurité.
- Adaptation aux contraintes du site et aux délais.
- Conformité aux normes de sécurité ERP et d'accessibilité.

1.1.7 - Variantes :

- Les variantes d'implantation sont autorisées, limitées à une par candidat. La variante retenue sera intégrée au contrat.

1.1.8 - Prototype :

- Un prototype conforme aux spécifications sera remis à la maîtrise d'ouvrage pour validation avant l'exécution.

1.1.9 - Spécificité des fauteuils amovibles en zone PMR :

- Les zones PMR doivent être équipées de fauteuils amovibles conformes aux réglementations d'accessibilité.

1.1.10- Délais d'approvisionnement et de réalisation :

- Les candidats doivent indiquer les délais d'approvisionnement et d'exécution des travaux.

1.1.11- Réalisation des métrés :

- **Responsabilité des métrés :**

Les candidats doivent procéder eux-mêmes à l'ensemble des relevés et métrés nécessaires à la compréhension du site et à la préparation de leur offre.

Ces relevés devront inclure les dimensions précises des espaces concernés par les travaux, les contraintes spécifiques du site, et tout élément indispensable à la mise en œuvre des prestations décrites au présent marché.

La responsabilité des métrés incombe exclusivement au titulaire. Les éventuelles erreurs ou omissions dans ces relevés ne pourront donner lieu à des demandes de modification des conditions financières ou techniques du marché après sa signature.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

- Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 - Maîtrise d'œuvre

- La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction de Scènes et Cinés.

1.4 - Contrôle technique

- Un bureau de contrôle sera missionné pour le contrôle de la réglementation ERP-Sécurité et Accessibilité.
- Un architecte conseil, recommandé par la CST, sera missionné pour l'examen des propositions des candidats.

1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

« Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.621.137 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.621.28 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire ».

1.7 - Travaux intéressant la défense

Sans objet.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché, listées par ordre de priorité, encadrent juridiquement et techniquement la relation contractuelle entre le maître d'ouvrage et le titulaire. Elles fixent les modalités et obligations contractuelles applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.1 - Pièces particulières

Les documents suivants, rédigés spécifiquement pour ce marché, priment en cas de divergence avec les pièces générales et régissent les obligations de chaque partie :

- **Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes** : Document contractuel principal, par lequel le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux conditions définies dans le marché.
- **Règlement de consultation (R.C.)** : Document définissant les règles de consultation et de présentation des offres, incluant les modalités de remise des candidatures et des offres.
- **Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)** : Le présent document, qui précise les conditions d'exécution et les spécifications techniques particulières applicables au marché.
- **Mémoire technique** : Étude détaillée du projet adaptée aux spécificités du site, incluant les modalités de mise en œuvre technique conformes à la réglementation en vigueur et aux attentes du maître d'ouvrage.
- **Devis descriptif** : Document détaillant les prestations, les quantités et les caractéristiques des travaux à exécuter, incluant les spécifications techniques et les exigences de qualité.

2.2 - Pièces générales

Les pièces générales listées ci-dessous sont applicables aux prestations et servent de cadre contractuel général. Elles complètent les pièces particulières et fixent les règles de droit commun applicables au marché, sous réserve des précisions apportées par les documents spécifiques du présent marché :

- **Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)** : Le C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux, version en vigueur issue de l'arrêté du 8 septembre 2009, régit les aspects administratifs de l'exécution des travaux.
- **Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)** : Ce document encadre les prescriptions techniques communes aux marchés de travaux, y compris les spécifications de conformité, les normes de sécurité et de qualité.
- **Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS-DTU)** : Les dispositions des DTU listés dans l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation sont applicables au présent marché, sous réserve des adaptations prévues dans les pièces particulières.

Les dispositions des pièces générales s'appliquent sauf si elles contredisent les stipulations particulières du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.). Dans ce cas, les dispositions du C.C.P. prévalent.

Les DTU, utilisés comme référentiels techniques, garantissent l'exécution conforme aux normes en vigueur. Ils assurent la qualité et la pérennité des ouvrages conformément aux règles de l'art, tout en respectant les adaptations prévues pour répondre aux spécificités du marché.

Article 3 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variations dans les prix - Règlement des comptes

Cet article précise les modalités de fixation, de répartition et de paiement des prix, ainsi que les procédures de règlement des comptes pour les prestations prévues au marché.

3.1 - Répartition des paiements

Les modalités de répartition des paiements sont établies dans l'acte d'engagement, qui précise le montant alloué :

- au titulaire et, le cas échéant, à ses sous-traitants directs ;
- au titulaire mandataire, ainsi qu'à chacun de ses cotraitants et leurs sous-traitants respectifs.
- Ces répartitions devront respecter les clauses du contrat, ainsi que les obligations de répartition des paiements prévues dans le cadre de la cotraitance et de la sous-traitance.

3.2 - Tranches conditionnelles

Le présent marché ne comporte pas de tranches conditionnelles. Cette disposition est donc sans objet.

3.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses communes sont soumises aux seules stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) Travaux, qui encadrent les règles de répartition des dépenses partagées entre les différents intervenants.

3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.4.1 - Modalités d'établissement des prix

Les prix des prestations prévues dans le marché sont établis hors taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.). Ils sont fermes et non révisables, sauf disposition contraire dans l'acte d'engagement.

3.4.2 - Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Aucune prestation n'est prévue à titre gratuit pour le titulaire. Cette disposition est sans objet.

3.4.3 - Caractéristique des prix pratiqués

Les prestations et ouvrages faisant l'objet du présent marché seront rémunérés selon un prix global et forfaitaire, conformément aux stipulations de l'article 2 de l'acte d'engagement. Ce mode de rémunération englobe l'ensemble des charges nécessaires à la réalisation des travaux.

3.4.4 - Modalités de règlement des comptes

Les projets de décomptes seront établis conformément aux dispositions de l'article 13.1 du C.C.A.G. Travaux, et selon le modèle transmis à l'entreprise au démarrage des travaux. Le règlement des comptes sera effectué de manière mensuelle.

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est de **35 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard, le titulaire pourra prétendre au versement d'intérêts moratoires, calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de **sept points**.

3.4.5 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)

Les montants des versements effectués au titulaire seront calculés en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront ajustés, le cas échéant, pour le décompte général, en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.5 - Variation dans les prix

Les prix appliqués sont fermes et non révisables pendant toute la durée d'exécution du marché, conformément aux dispositions de l'acte d'engagement.

3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

Toute désignation de sous-traitant au cours de l'exécution du marché devra faire l'objet d'un avenant ou d'un acte spécial, précisant les informations requises conformément à l'article 114 du Code des marchés publics, incluant notamment :

- les renseignements mentionnés à l'article 114 du Code des marchés publics ;
- l'identité de la personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article 109 du Code des marchés publics ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte bancaire à créditer pour chaque sous-traitant concerné.

3.6.2 - Modalités de paiement direct

Les modalités de paiement direct sont définies comme suit :

- **En cas de cotraitance :**
 - La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation, par celui-ci (en cas de groupement d'entreprises conjointes) ou par chaque cotraitant solidaire (en cas de groupement solidaire), du montant d'acompte ou de solde à lui être versé directement, déterminé selon la part de décompte afférente à chaque cotraitant.
- **En cas de sous-traitance :**
 - Pour les sous-traitants, le titulaire devra joindre en double exemplaire au projet de décompte une demande de paiement précisant le montant à verser par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant. Ce montant doit inclure toute révision ou actualisation des prix, en tenant compte de la T.V.A.
 - Pour les sous-traitants d'un cotraitant, une demande de paiement signée par l'entrepreneur groupé, qui a conclu le contrat de sous-traitance, doit être jointe en double exemplaire au projet de décompte. Cette demande précisera le montant à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant, incluant également toute révision ou actualisation des prix et la T.V.A.

- Si le titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du marché, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 4 : Délai d'exécution - Pénalités et primes

Cet article précise les modalités relatives au délai d'exécution des travaux, les conditions de prolongation éventuelle, ainsi que les pénalités applicables en cas de retard, et les dispositions relatives à la remise en état des lieux après les travaux.

4.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est défini à l'article 3 de l'acte d'engagement. Ce délai débute à la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, conformément aux dispositions de l'article 5 du C.C.A.G. Travaux. Le titulaire s'engage à respecter scrupuleusement ce délai pour garantir la mise à disposition des installations avant l'ouverture du théâtre en septembre, conformément au calendrier préétabli.

4.2 - Prolongation du délai d'exécution

Étant donné les contraintes spécifiques liées à l'ouverture du théâtre en septembre pour assurer le bon déroulement de sa saison culturelle, aucune prolongation du délai d'exécution ne sera envisagée. Le titulaire doit anticiper et intégrer tous les risques potentiels pouvant affecter le calendrier des travaux, notamment les conditions climatiques, les délais d'approvisionnement en matériaux, ainsi que les éventuelles difficultés techniques rencontrées durant l'exécution.

4.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

En cas de retard dans l'achèvement des travaux, le titulaire sera soumis à une pénalité de 1 000 € par jour de retard, calculée à compter de la date d'échéance prévue pour la réception définitive des travaux. Ces pénalités s'ajoutent aux montants dus au titulaire et seront déduites du montant total du marché lors du règlement final.

Les pénalités pour retard visent à inciter le titulaire à respecter les délais contractuels et à compenser les impacts éventuels sur le fonctionnement de l'établissement public. Aucune prime d'avance n'est prévue dans le cadre de ce marché, le paiement s'effectuant uniquement selon les modalités définies à l'article 3.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

À l'achèvement des travaux, le titulaire est tenu de procéder au démontage de l'ensemble de ses installations de chantier et à la remise en état des lieux dans un état conforme à celui existant avant le début des travaux. Cette opération doit inclure le nettoyage des surfaces, l'élimination des déchets et matériaux non utilisés, ainsi que la réparation de toute dégradation occasionnée lors des travaux. Les stipulations du C.C.A.G. Travaux s'appliquent pleinement à ces obligations. Le titulaire devra présenter un rapport de fin de chantier incluant des photos avant/après et une attestation de remise en état des lieux pour validation par le maître d'ouvrage avant la réception définitive des travaux.

Article 5 : Clauses de financement et de sûreté

Cet article précise les conditions de garantie financière et de versement des avances, ainsi que les modalités de remboursement et de sécurisation des fonds.

5.1 - Garantie financière

Aucun système de retenue de garantie n'est instauré à l'origine du marché. Cependant, en cas de survenance d'un différend substantiel entre le titulaire et le maître d'ouvrage durant l'exécution des travaux, ce dernier se réserve le droit d'exiger la constitution d'une retenue de garantie à hauteur de **5 %** du montant total du marché. Cette retenue sera prélevée directement sur les sommes dues au titulaire. Il est expressément stipulé que le titulaire ne peut substituer cette retenue par une caution personnelle et solidaire.

5.2 – Avances

5.2.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf stipulation contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché excède **50 000 € HT** et que le délai d'exécution est supérieur à **2 mois**. Le montant de l'avance est fixé à **5,00 %** du montant initial toutes taxes comprises (TTC) du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois. Pour une durée supérieure à douze mois, l'avance correspondra à **5,00 %** d'une somme égale à douze fois le montant initial divisé par la durée en mois du marché.

Il est précisé que le montant de l'avance ne sera pas affecté par l'application d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance sera déclenché dès que le montant cumulé des prestations exécutées atteint ou dépasse **65,00 %** du montant initial du marché, et doit être intégralement finalisé lorsque ce montant atteint **80,00 %** du montant initial TTC. Ce remboursement sera effectué par précompte sur les sommes ultérieurement dues au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Les sous-traitants bénéficiaires du paiement direct peuvent également bénéficier d'une avance sur demande, soumise aux mêmes conditions de versement et de remboursement que celles applicables au titulaire du marché, avec les spécificités établies à l'article 115 du Code des marchés publics.

5.2.2 - Garanties financières des avances

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, est tenu de justifier de la mise en place d'une garantie à première demande équivalente à **100,00 %** du montant de l'avance. Il est important de noter que la caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée dans ce cadre. Cette garantie doit être fournie dans un délai de **10 jours** suivant la notification de l'avance, et son absence pourrait entraîner la suspension du versement de l'avance.

Article 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Cet article détermine les exigences relatives à la provenance, à la qualité, ainsi qu'aux modalités de contrôle des matériaux et produits à utiliser dans le cadre des travaux.

6.1 - Provenance des matériaux et produits

La provenance des matériaux, produits et composants de construction doit être conforme aux exigences spécifiques définies dans le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.). Le titulaire doit s'assurer que les matériaux et produits utilisés proviennent de fournisseurs agréés, reconnus pour leur conformité aux normes en vigueur et pour la qualité de leurs produits.

En cas de choix non laissé au titulaire, ou lorsque la provenance est déjà fixée par les pièces générales constitutives du marché, il appartient au titulaire de justifier de l'origine des matériaux et de fournir toute documentation nécessaire attestant de la conformité des produits aux exigences réglementaires et aux spécifications techniques applicables.

Les matériaux et produits doivent répondre à des normes précises, telles que définies par la législation française et européenne, ainsi qu'aux normes de durabilité et de performance spécifiées dans les documents contractuels.

6.2 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.P. précise les caractéristiques techniques, les niveaux de qualité et les performances attendues des matériaux, produits et composants de construction. Toute dérogation ou complément aux stipulations des Cahiers des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) et des Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) doit être explicitement mentionné dans le présent document.

Les modalités de vérification, d'essai et d'épreuve des matériaux et produits doivent être définies, afin d'assurer leur conformité aux exigences de qualité établies. Cela comprend :

- **Contrôles Qualitatifs** : Ces contrôles visent à vérifier que les matériaux et produits répondent aux normes de qualité spécifiées dans le C.C.P. Des échantillons peuvent être prélevés sur le chantier pour effectuer des tests de conformité aux spécifications techniques.
- **Essais et Épreuves** : Les essais, qu'ils soient destructifs ou non, doivent être réalisés conformément aux normes en vigueur et aux méthodes d'essai reconnues. Les modalités de ces essais doivent être convenues entre le maître d'œuvre et le titulaire.
- **Responsabilité de Contrôle** : En l'absence d'accord spécifique entre le maître d'œuvre et le titulaire, les vérifications de qualité et de conformité des matériaux et produits sont de la responsabilité du maître d'œuvre. Il devra établir des rapports de contrôle détaillés et procéder à la validation des matériaux avant leur mise en œuvre sur le chantier.

6.3 - Prise en charge des matériaux et produits

Le titulaire est responsable de la prise en charge des matériaux et produits dès leur livraison sur le site. Cela inclut leur stockage, leur manutention, et leur protection contre les intempéries et toute détérioration potentielle jusqu'à leur incorporation dans l'ouvrage.

Le titulaire doit également s'assurer que les matériaux sont correctement étiquetés et identifiés, permettant ainsi un suivi rigoureux de leur origine et de leur conformité. En cas de non-conformité d'un produit ou matériau lors des contrôles effectués, le titulaire est tenu d'en assurer le retrait et de procéder à leur remplacement à ses frais.

Article 7 : Préparation, coordination et exécution des travaux

Cet article établit les modalités relatives à la préparation, à la coordination et à l'exécution des travaux afin d'assurer une gestion efficace du chantier et la conformité aux exigences contractuelles.

7.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Bien qu'il ne soit pas prévu de période formelle de préparation, le titulaire est néanmoins tenu d'organiser la mise en œuvre des travaux de manière à respecter les délais contractuels stipulés dans l'acte d'engagement. Le titulaire doit élaborer un programme d'exécution des travaux qui inclut :

- **Les phases des travaux** : Définition des différentes étapes du chantier, en tenant compte des contraintes d'accès et des activités en cours sur le site.
- **Les ressources mobilisées** : Indication des moyens humains, matériels et financiers nécessaires pour chaque phase de réalisation.

Bien que ce programme ne soit pas soumis au visa du maître d'œuvre, il doit être conforme aux exigences techniques et réglementaires en vigueur.

7.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages, ainsi que les spécifications techniques détaillées, doivent être élaborés par le titulaire en se basant sur les documents contractuels et les plans existants. Ces documents doivent :

- **Être conformes aux normes** : S'assurer que les plans et études répondent aux normes en vigueur et aux exigences réglementaires.
- **Inclure des notes de calcul** : Fournir des justifications techniques et des calculs dimensionnels pour les ouvrages, attestant de leur conformité aux exigences de sécurité et de performance.

Le titulaire devra soumettre ces plans et études au maître d'œuvre pour approbation avant le démarrage effectif des travaux.

7.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions légales relatives au travail et à la protection sociale des travailleurs. En particulier :

- La proportion maximale d'ouvriers d'aptitudes physiques restreintes employés sur le chantier et rémunérés au-dessous du taux normal ne peut excéder 10 % du nombre total des ouvriers de la même catégorie.
- La réduction maximale applicable à leur salaire ne pourra dépasser 10 %.

Le titulaire doit veiller à l'intégration de ces travailleurs dans un cadre de travail sécurisé et à leur accès à des conditions de travail adéquates, conformément aux normes en vigueur.

7.4 - Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers

Les dispositions de l'article [XX] du C.C.A.G. s'appliquent intégralement aux travaux exécutés. Cela inclut :

- **La mise en place d'un plan de sécurité** : Élaboration et application d'un plan de prévention des risques, en conformité avec la réglementation en matière de sécurité et de santé au travail.
- **Formation des employés** : Assurance que tous les travailleurs ont reçu une formation adéquate sur les procédures de sécurité à suivre sur le chantier.
- **Surveillance continue** : Mise en place d'un système de contrôle et de suivi pour garantir le respect des normes de sécurité tout au long de l'exécution des travaux.

7.5 - Travaux non prévus

La réalisation de travaux non prévus dans le cadre de la masse initiale nécessite une formalisation par l'un des moyens suivants :

- **Avenant au marché** : Un avenant devra être rédigé pour formaliser tout changement dans l'objet ou les conditions d'exécution des travaux.
- **Décision de poursuivre** : Le pouvoir adjudicateur pourra émettre une décision de poursuivre pour autoriser la réalisation de ces travaux non prévus.

Le titulaire doit obtenir l'accord préalable du maître d'ouvrage avant de procéder à tout travail supplémentaire, afin d'assurer une bonne gestion budgétaire et une conformité contractuelle.

Article 8 : Contrôle et réception des travaux

Cet article définit les modalités de contrôle et de réception des travaux afin de garantir la conformité des ouvrages aux exigences contractuelles et réglementaires.

8.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Le titulaire est tenu d'effectuer tous les essais et contrôles nécessaires pour s'assurer de la conformité des travaux aux spécifications techniques et réglementaires. Ces essais peuvent inclure:

- **Contrôles de qualité des matériaux** : Vérifications sur la conformité des matériaux utilisés, notamment à l'égard des normes en vigueur.
- **Essais en cours d'exécution** : Réalisation d'essais techniques (essais de résistance, tests d'étanchéité, etc.) aux phases clés de la réalisation des travaux, avec documentation des résultats pour chaque essai.

Les résultats de ces essais devront être présentés au maître d'œuvre, qui se réserve le droit de demander des tests supplémentaires si les résultats ne répondent pas aux exigences.

8.2 – Réception

La réception des travaux sera effectuée conformément aux stipulations du C.C.A.G. Travaux. Elle comprend :

- **Réception initiale** : Organisation d'une visite de réception en présence du maître d'œuvre, du titulaire et, si nécessaire, des autorités compétentes. Un procès-verbal de réception sera établi, indiquant les réserves éventuelles.
- **Réception définitive** : La réception définitive interviendra après levée de toutes les réserves notées lors de la réception initiale et sera accompagnée de la remise de l'ensemble des documents requis.

8.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Cette section n'est pas applicable pour ce marché, mais le maître d'ouvrage se réserve le droit de prendre possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages en cas de besoin, sous réserve d'une notification préalable au titulaire.

8.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il n'est pas prévu de mise à disposition anticipée d'ouvrages ou de parties d'ouvrages dans le cadre de ce marché. Toute demande de mise à disposition devra faire l'objet d'un accord écrit entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

8.5 - Documents fournis après réception

Les documents à remettre après réception des travaux comprennent :

- **Dossier des ouvrages exécutés (DOE)** : Présentation détaillée des travaux réalisés, comprenant des plans, des notices techniques et des spécifications.

- **Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)** : Documentation nécessaire pour toute intervention future sur l'ouvrage.
- **Procès-verbaux de résistance au feu** et autres documents techniques pertinents.

Ces documents devront être remis au maître d'œuvre dans un délai de [indiquer le délai en jours] suivant la réception des travaux. En cas de retard, les pénalités prévues à l'article 4.5 du présent C.C.P. seront appliquées.

8.6 - Délais de garantie

Le délai de garantie des travaux est conforme aux dispositions de l'article [XX] du C.C.A.G. Travaux. Il est fixé à dix ans à compter de la date de réception des travaux, sauf stipulation contraire dans l'acte d'engagement.

8.7 - Garanties particulières

Il n'est pas prévu de garanties particulières au-delà de celles stipulées par le C.C.A.G. Travaux. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander des garanties supplémentaires en fonction de la nature des travaux exécutés.

8.8 – Assurances

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire, le mandataire et les co-traitants doivent fournir, dans un délai de quinze jours suivant la notification du marché et avant le commencement d'exécution, les justificatifs des assurances suivantes :

- **Responsabilité civile** : Couvrant les dommages causés aux tiers en raison de l'exécution des travaux, conformément aux articles 1382 à 1384 du Code civil.
- **Garantie décennale** : Couvrant les responsabilités découlant des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil, conforme à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978.

Ces attestations doivent être maintenues valides durant toute la durée d'exécution des travaux.

8.9 - Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage dans les cas prévus à l'article 46 du C.C.A.G.-Travaux, en respectant les dispositions de l'article 48 de ce même C.C.A.G. La résiliation peut être motivée par :

- L'inexactitude des documents fournis par le titulaire, en vertu des articles 44 et 46 du Code des marchés publics.
- Le refus de produire les pièces exigées aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du Code du travail, conformément à l'article 46.

Dans ces cas, les conditions de résiliation s'appliqueront aux torts du titulaire.

Article 9 : Dérogations aux documents généraux

Cet article précise les dérogations aux documents généraux applicables dans le cadre du présent marché, en particulier celles liées au C.C.A.G. Travaux. Les dérogations sont établies afin d'adapter les exigences contractuelles aux spécificités du projet et aux réalités opérationnelles du marché.

9.1 - Portée des dérogations

Les dérogations définies dans le présent article sont applicables aux stipulations du C.C.A.G. Travaux, ainsi qu'à d'autres documents contractuels lorsque cela est spécifiquement mentionné. Elles ont pour but d'assurer une meilleure adéquation des exigences aux contraintes particulières rencontrées dans le cadre de l'exécution des travaux.

9.2 - Dérogation à l'article 4 du C.C.A.G. Travaux

L'article 2 de ce C.C.P. déroge expressément aux stipulations de l'article 4 du C.C.A.G. Travaux, qui traite des obligations du titulaire en matière de sous-traitance et de notification au maître d'œuvre. Plus précisément :

- **Modalités de notification** : La notification préalable au maître d'œuvre des sous-traitants retenus par le titulaire, telle que décrite à l'article 4 du C.C.A.G. Travaux, est remplacée par une procédure simplifiée. Le titulaire est tenu de communiquer la liste des sous-traitants retenus dans un délai de [indiquer le délai] jours suivant la signature du marché, sans nécessiter de visa préalable.
- **Responsabilité du titulaire** : Le titulaire demeure pleinement responsable de l'exécution des travaux par ses sous-traitants, et doit garantir que ceux-ci respectent l'ensemble des normes de qualité et de sécurité applicables, conformément aux exigences contractuelles et réglementaires.

9.3 - Autres dérogations applicables

En plus de la dérogation susmentionnée, d'autres articles du C.C.A.G. Travaux peuvent être adaptés comme suit :

- **Délai de réponse aux demandes de paiement** : Les délais de réponse aux demandes de paiement des sous-traitants peuvent être ajustés pour répondre aux exigences opérationnelles spécifiques du projet, notamment en cas d'urgences financières.
- **Modalités de contrôle** : Les modalités de contrôle de la conformité des travaux peuvent être allégées ou adaptées en fonction de la nature des prestations réalisées, tout en garantissant un niveau de qualité acceptable et conforme aux exigences réglementaires.

9.4 - Documentation des dérogations

Le titulaire doit consigner par écrit toutes les dérogations aux documents généraux, y compris celles prévues dans cet article. Ces documents doivent être fournis au maître d'œuvre pour archivage et consultation ultérieure. Le non-respect des procédures de documentation pourra entraîner des pénalités, conformément aux dispositions des articles précédents du C.C.P.

9.5 - Validation des dérogations

Toute dérogation à ces stipulations doit être expressément acceptée par le maître d'ouvrage, par écrit, afin d'être considérée comme valide. En cas de contestation sur l'application des dérogations, la décision du maître d'ouvrage sera souveraine et sans appel.